

# Réseau "Sortir du nucléaire" : surmonter de toute urgence la crise interne

Par Stéphane Lhomme

*Membre du Réseau "Sortir du nucléaire" depuis 1999, administrateur suppléant puis titulaire jusqu'en 2002, salarié depuis. Fondateur de l'association Tchernoblaye (Gironde) en 1999.*

Le Réseau "Sortir du nucléaire" traverse une grave crise interne. En particulier, certains ont voulu me licencier, employant à cet effet des méthodes que l'on croyait impossibles chez nous et n'exister que chez les gens que nous combattons (le lobby nucléaire). Pour autant, il est nécessaire - et possible - de remettre notre beau Réseau en état de marche et de reprendre de plus belle notre lutte salutaire contre le nucléaire civil et militaire.

## Partie 1 : la crise

Le 8 décembre dernier, j'ai reçu de Philippe Brousse, directeur administratif du Réseau, une "convocation pour un entretien préalable" dans le but de me licencier.

Dans la foulée, un groupe de salariés du Réseau, principalement ceux qui travaillent avec Philippe Brousse au local de Lyon, s'adressaient de façon "spontanée" au Conseil d'administration (CA) en ces termes : "*Dans le cas où le CA s'opposerait à la démarche de notre directeur et DRH, nous serions conduits à déposer un préavis de grève illimitée*". En clair; si je n'étais pas licencié, ils se mettaient en grève illimitée !

### Tentative de licenciement express

Le 16 décembre, au cours d'une réunion téléphonique, Philippe Brousse échoue de peu à obtenir qu'une décision de licenciement soit prise en toute urgence (alors que le CA était encore sous le choc de la démarche des salariés-grévistes). Pour un peu, j'étais "licencié express" par e-mail et téléphone.

### Pressions sur le CA

Pour contraindre le CA à me licencier, un groupe de salarié a donc menacé de se mettre en grève illimitée, et Philippe Brousse a annoncé qu'il mettait "son poste en jeu : si je n'étais pas licencié, il démissionnait... ce qu'il n'a bien finalement fait : il s'agissait donc seulement d'une pression morale sur le CA.

### Le CA résiste

Le 3 janvier, le CA réuni physiquement à Paris décide, après avoir entendu Philippe Brousse puis moi-même, de repousser le licenciement : "*Le CA a été surpris d'être mis devant le fait accompli d'une procédure de licenciement à l'encontre du chargé de communication Stéphane Lhomme, engagée par le DRH. Le CA a pris acte que le DRH est soutenu par les salariés qui menacent d'un préavis de grève illimitée. Le CA rappelle qu'il est l'employeur de Stéphane Lhomme et qu'il est seul habilité à décider de son licenciement.*"

### Une grève "historique"

Neuf salariés se sont alors effectivement mis en grève. Il s'agit peut-être d'un fait unique dans l'Histoire du salariat, pourtant complexe : de mémoire de syndicalistes, **il n'y aurait pas de précédent d'une grève de salariés pour faire licencier un autre salarié** n'ayant aucun rapport hiérarchique (je ne suis en effet le supérieur hiérarchique de personne dans le Réseau).

## Des prétextes pour me licencier

Pour "justifier" le licenciement, Philippe Brousse a construit un dossier à charge aux ficelles grossières, n'évoquant pas les divergences d'orientation (cf plus loin) et essayant de me faire passer pour un infâme personnage. Un seul exemple : le dossier explique que, le 24 novembre 2009 à 8 h 09, j'ai envoyé un e-mail à Philippe Brousse lui demandant "*Tu te crois habilité à agir comme une police politique ?*" Le dossier ne précise bien sûr pas que, la veille, Philippe Brousse m'avait accusé d'être un "**négaționniste climatique**". Mon "tort" ? Avoir diffusé sur la revue de presse Rezo-actu (dont je suis en charge) un article du quotidien suisse Le Temps évoquant le "Climategate". Cette affaire a d'ailleurs été évoquée sur la plupart des médias...

## Les états d'âme de certains salariés

Pour "justifier" leur participation à la tentative de licenciement contre moi, les 9 grévistes ont prétendu que je les empêchais de travailler quotidiennement (e-mail de Nadège M du 16 décembre à 18h24). Or, il faut savoir que je travaille à mon domicile, en Gironde, à 600 km du siège ! Et que la plupart des grévistes ne sont pas inscrits sur la liste internet "CA" (liste qui regroupe les membres du CA et quelques rares salariés). Or c'est sur cette liste qu'ont effectivement eu lieu des discussions enflammées en particulier à propos de l'appel Ultimatum climatique (voir plus loin). Bien sûr, personne ne peut expliquer par quel biais mystérieux je pourrais bien porter tort à ces salariés...

## Le fin mot de l'histoire : des divergences de fond...

En réalité, ce sont des divergences politiques (au sens premier du mot) qui expliquent cette tentative de se débarrasser de moi sous de faux prétextes. En substances, certaines personnes voudraient faire du Réseau "Sortir du nucléaire" une organisation plus policée, plus consensuelle, moins radicale. Quitte à ce qu'elle soit moins antinucléaire. Pour ma part, avec beaucoup d'autres, je considère que la mission première du Réseau est de porter haut et fort le flambeau de la lutte antinucléaire. Ces divergences se sont cristallisées fin 2009 autour de l'appel Ultimatum climatique.

## ... et des salariés surmenés

En juin dernier, à la demande de Xavier Rabilloud (assistant de direction), les salariés ont été invités à mettre leurs difficultés par écrit. Il en est clairement ressorti un état général de surmenage, un stress permanent, une pression continuelle à travailler dans l'urgence, un épuisement réel. Il n'était alors aucunement question des "tourments" que je serais parait-il en mesure de leur infliger...

## Mon contrat de travail est très clair

Certains salariés me reprochent de bénéficier d'un statut privilégié et demandent à ce que je sois placé sous le commandement de Philippe Brousse. Or mon contrat de travail, signé en 2002, précise bien que je travaille "selon les instructions données par le Conseil d'administration". Il est d'ailleurs plus que jamais impensable que je sois placé sous la tutelle de Philippe Brousse dans la mesure où il vient d'essayer de me licencier. Si certains salariés ne sont pas satisfaits de leur statut ou de leurs conditions de travail, ils n'ont qu'à demander des améliorations au lieu d'essayer de dégrader ma situation !

## Ultimatum climatique (voir précisions en annexe) et licenciement

L'appel Ultimatum climatique demandait à M Sarkozy de "*prendre la tête de la lutte contre le changement climatique*", mais **sans préciser qu'il ne fallait pas utiliser le nucléaire** (alors que, justement, M Sarkozy ne cesse de promouvoir le nucléaire pour "sauver la planète"). Des discussions enflammées (pour ou contre signer cet appel) ont eu lieu sur la liste CA en octobre et novembre, à la suite de quoi... Philippe Brousse, favorable à cet appel contrairement à moi, a essayé de me licencier. Par ailleurs, par e-mail du 20/11 à 11h17, la salariée NS écrivait "*Nous sommes plusieurs salariés du réseau à être accablés par le retrait du réseau d'Ultimatum climatique*". Enfin, les deux administrateurs les plus décidés à me licencier ont aussi voté en faveur de cet appel. Il est clair que ce sont les partisans d'Ultimatum climatique (et de façon générale partisans d'un Réseau "soft") qui ont voulu me licencier, sous des prétextes autres (et inventés).

## **Des échanges enflammés**

La signature de l'appel Ultimatum climatique a été obtenue par la ruse et par des méthodes injustifiables (voir annexe). Il s'en est logiquement suivi des échanges virulents sur la liste CA et lors d'une réunion téléphonique. On m'accuse d'avoir "agressé" mes contradicteurs et "outrepassé mon rôle de salarié". Je rappelle d'abord que la quasi-totalité des salariés grévistes ne sont pas inscrits sur cette liste et n'ont pas participé à cette réunion téléphonique. Qui plus est, ce sont trois salariés (Charlotte M, Philippe B et Xavier Rabilloud) qui ont mené la lutte pour ultimatum climatique. Eux n'auraient pas "outrepassé leur rôle de salariés ?" Pire, ils ont argumenté de façon très agressive (voir annexe: "Qui est l'agresseur" ?)

# **Surmonter de toute urgence la crise interne**

## **Prendre en charge les débats de fond**

Il est naturel que des désaccords surgissent sur la façon de conduire l'association. Par contre, il est intolérable de chercher à éliminer (au besoin en les licenciant) ses contradicteurs. Il faut absolument que, dans le Réseau "Sortir du nucléaire", soient organisées des discussions démocratiques sur le fond, associant au maximum les groupes adhérents, afin que les orientations mises en œuvre correspondent à la volonté du plus grand nombre et, si possible, soient élaborées au consensus.

## **Continuer à travailler ensemble**

Il est évident que c'est mieux d'être amis pour travailler ensemble mais, heureusement, ce n'est pas obligatoire. De fait, bien que certains aient essayé de me licencier, je suis prêt à continuer à travailler avec tous les administrateurs et tous les salariés. Je n'ai d'ailleurs pas cessé de le faire, malgré la période très difficile que j'ai traversée, sous la menace d'un licenciement. Je n'oublie pas ce qui s'est passé, mais il est prioritaire d'aller de l'avant pour faire réussir le Réseau et faire avancer le combat contre le nucléaire.

## **Continuer à faire connaître le Réseau "Sortir du nucléaire"**

Dans le cadre des mes missions, je continue chaque jour à mettre en avant le Réseau "Sortir du nucléaire", à essayer de le faire connaître le plus largement, en particulier en le faisant apparaître dans les divers médias. Cela permet de toucher de nombreux citoyens et, avec d'autres moyens (manifestations, campagnes, etc), d'essayer d'élargir encore notre audience.

Nous, membres du Réseau "Sortir du nucléaire", sommes dépositaires d'une lutte historique. Nous devons perpétuer le combat de dizaines de milliers de courageux citoyens qui, depuis 50 ans, agissent manifestent, et résistent malgré les coups de matraques, les gaz lacrymogène, les arrestations. Allons de l'avant !

Stéphane Lhomme

## Annexe - Manœuvres autour de l'appel Ultimatum climatique

Il n'est pas très ragoûtant de se plonger dans les "poubelles", même virtuelles. Mais, d'un autre côté, il est nécessaire de rappeler ce qui s'est exactement passé, et comment la crise est survenue. Voici donc quelques rappels chronologiques.

**Le 2 juin**, dans le cadre d'une procédure transparente, respectant parfaitement les modalités de décisions du CA, il est décidé clairement (5 Pour, 1 contre, une abstention) de prendre position contre l'appel Ultimatum climatique. Un communiqué est adopté mais il est décidé de le garder "sous le coude" et de ne s'en servir que si nécessaire, de manière à ne pas afficher pour rien des divergences (réelles) avec d'autres associations.

**Le 11 septembre**, alors que je suis absent pour raisons familiales, Philippe Brousse met au vote l'appel Ultimatum climatique. Des administrateurs se souviennent avoir déjà pris position mais Xavier Rabilloud écrit : "*Je ne trouve pas trace d'un vote du CA sur cette question. Si le sujet a pu être abordé précédemment dans des discussions informelles, il n'a fait l'objet d'aucune décision sauf erreur de ma part (malgré recherches).*" (mardi 15 septembre 2009, 18:28). La signature de l'appel est hélas alors adoptée, et donc dans des conditions totalement contestables.

**Le 1<sup>er</sup> octobre**, de retour, je découvre la situation j'envoie deux lignes : "*Je découvre que nous avons signé un appel PRONUCLEAIRE et faisant allégeance à sarkozy. Je demande un nouveau vote sur la base des infos qui n'ont pas été données au CA.*"

On peut ne pas être d'accord avec ces appréciations mais il est incontestable que **c'est bien l'appel que je stigmatise**, et je demande poliment un nouveau vote.

**Le jour même, Xavier Rabilloud répond avec une grande agressivité** : "*intervention lapidaire*", "*caricaturale*", "*schématisme outrancier*", "*manque de respect*", "*traîtres à la cause*", etc.

Je réponds en essayant de désamorcer cette agression et de ramener la question à un débat de fond : "*Ce n'est pas correct d'inventer de telles accusations. Je dis qu'il y a eu une erreur (importante) et je demande un nouveau vote*"

Mais c'est déjà trop tard : la machine est lancée, la tentative de licenciement frétille, les lapideurs préparent leurs pierres (leur grève). Il est d'ailleurs amusant de noter que, alors qu'on me reproche d'avoir "outrepassé mon rôle de salarié", c'est bien un salarié (rejoint par la suite par deux autres, CM et PB), qui mène la croisade pro-ultimatum. De même, ces sont ceux qui m'accusent d'échanger de façon agressive qui sont les agresseurs, qui ont tenté de me licencier, et qui mettent le Réseau "Sortir du nucléaire" en péril.

**Il est important de rappeler que le Réseau "Sortir du nucléaire" n'appartient pas à un groupe de salariés, même si ces derniers détiennent les clés du local et les fichiers informatiques. Le Réseau "Sortir du nucléaire" appartient à ses associations adhérentes et à ses donateurs. Et il se doit d'agir prioritairement contre le nucléaire.**

## Partie 2 :

# A propos de "nos partenaires"

## Discussion sur les orientations du Réseau "Sortir du nucléaire"

Par Stéphane Lhomme

Cette contribution est l'expression d'une divergence de plus en plus profonde au sein de l'équipe CA+salariés, qui n'est d'ailleurs pas forcément vécue par chacun de la même façon ou perçue avec la même acuité. Mais cette divergence est non seulement bien réelle, et elle a désormais des conséquences profondes sur la marche du Réseau.

Or, à ce jour, cette divergence n'a pas fait l'objet de discussions de fond, d'orientation, qui permettraient de la traiter de façon collective et, surtout, démocratique. A défaut de tels débats, cette divergence entraîne des polémiques profondes et le sentiment (bien réel) que des options sont imposées de fait. C'est d'autant plus grave que, à mon avis, les options imposées sont clairement minoritaires au sein du Réseau et seraient balayées en cas de discussion démocratique.

### De quoi s'agit-il ?

Depuis quelques années est apparu, sans que l'on sache bien comment (mais certainement pas par hasard) le concept de "nos partenaires", qui désigne des associations avec lesquelles nous serions supposés travailler prioritairement, voire naturellement. Il s'agit principalement des associations écologistes nationales comme FNE, WWF, le RAC, Greenpeace, la Fondation Hulot, Goodplanet (fondation de Y Arthus-Bertrand).

### Quel est donc le problème ? A mon sens, il est double :

- il s'agit d'une option qui privilégie de fait les relations avec ces organisations au détriment clair et délibéré d'autres organisations plus militantes, plus radicales, plus engagées, et souvent plus antinucléaires (voir par exemple plus bas le passage sur le Collectif UCJS)
- depuis quelques années, ces organisations, parfois présentées par les médias comme les "grandes associations écologistes", ont (à des degrés divers) édulcoré, voire oublié, voire trahi la lutte antinucléaire.

### **Avant de continuer, je tiens à appuyer mon propos sur des déclarations de personnalités écologistes et antinucléaires reconnues. :**

- **Claude-Marie Vadrot** (journaliste reconnu, écologiste connu, et antinucléaire historique) : dans Politis (décembre 2009), écrit :

*"... à condition aussi que les citoyens, comme en France, ne se laissent pas engluer, par l'intermédiaire des « grandes associations » dans les opérations de communications auxquelles le maître du monde les fait participer depuis des semaines en les baratinant à l'Elysée."*

- **Fabrice Nicolino** (journaliste, ex du Monde, de Politis, récent auteur de "Bidoche") :

*"Les associations présentes à Copenhague ont rivalisé de mots emphatiques pour parler de cette funeste conférence. Honte, désastre, catastrophe, tragédie, entre autres. Je veux espérer, contre une certaine évidence, que Greenpeace, le World Wide Fund for Nature (WWF), France Nature Environnement (FNE), les Amis de la Terre et les autres trouveront, dans ces circonstances extrêmes, la force de changer de route, radicalement."*

(...)

*"Certains groupes, poussés par un tropisme dont la cause est entendue, continueront à jouer le jeu politicien de Nicolas Sarkozy et de ses amis. Ils poursuivront leur rôle de rabatteurs de voix écologistes pour le premier tour de la présidentielle de 2012, obsession du maître de l'Elysée. Et les autres, peut-être, admettront qu'il faut refonder un mouvement pour lequel Copenhague sonne et sonnera comme un glas."*

# Du Grenelle à l'Ultimatum climatique

## - Le Grenelle de l'environnement

Certains, tenants de la proximité avec les "grandes associations écologistes", veulent faire croire que le Grenelle est désormais histoire ancienne et qu'il ne faut plus en parler. Or, hélas, nous payons aujourd'hui encore, et pour longtemps, la véritable trahison dont le mouvement antinucléaire a été victime : la délégation "écologiste", constituée par l'Elysée (et donc "oubliant" évidemment le Réseau), s'est pliée au diktat de Sarkozy : "*Aucune discussion sur le nucléaire lors du Grenelle*".

Pourtant, Sarkozy avait besoin des écologistes pour son Grenelle, il ne pouvait le faire qu'avec les pollueurs et les institutionnels ! Il était donc possible, et même facile, pour les "écologes" de résister à Sarkozy. Imaginez un peu les gros titres "*Le Grenelle compromis : les écologistes refusent l'interdiction de parler du nucléaire*". Non seulement Sarkozy aurait été obligé de transiger, mais il était même envisageable de poser une condition pour participer au Grenelle : l'arrêt du chantier de l'EPR. Imaginez Hulot, Greenpeace, et Cie devant l'Elysée disant "*Pas de Grenelle si l'EPR continue*".

Au lieu de ça, les "écologes" sont allés au Grenelle sans poser la moindre condition, sans même "monnayer" leur participation. Et ils n'ont même pas quitté le Grenelle lorsque Sarkozy est allé à Tripoli signer un écœurant accord nucléaire avec Kadhafi !

## - L'Ultimatum climatique

Dans la perspective du sommet de Copenhague sur le changement climatique, le WWF et Greenpeace, soutenus par d'autres organisations, ont lancé un appel dit "Ultimatum climatique". Adressé à Sarkozy, cet appel lui demande de "*prendre la tête de la lutte contre le changement climatique*", mais **sans dire un mot contre le nucléaire**. Sarkozy pouvait très bien répondre à cet appel "*D'accord, je prends la tête de la lutte contre le changement climatique, et pour ce faire je vais continuer à soutenir le nucléaire de toutes mes forces*".

Il se trouve que, dans des conditions extrêmement contestables, et de toute évidence en contradiction avec les engagements de la très grande majorité des adhérents, la signature du Réseau "Sortir du nucléaire" a été donnée à ce texte quasi pronucléaire (qui ne dit mot consent : ne rien dire contre la "solution" nucléaire de Sarkozy, c'est l'accepter). Je considère d'ailleurs que c'est une tâche humiliante sur l'honneur du Réseau. Heureusement, fort peu de gens ont eu connaissance de cette signature.

## Questions d'orientation

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que quelques individus dans le Réseau ne considèrent absolument pas qu'il s'agit d'une erreur. Ils ne se sont pas "trompés" en agissant pour que la signature du Réseau soit donnée à l'ultimatum climatique : c'est une ligne (je dirais plutôt une dérive) délibérée. Ils considèrent que le Réseau doit, quoi qu'il arrive, être en harmonie avec ces dites "grandes organisations", quitte à en rabattre sur la revendication antinucléaire.

Cette orientation est totalement illusoire, et porteuse de vrais dangers pour le Réseau et pour le mouvement antinucléaire. Mais, après tout, chacun a le droit d'avoir un point de vue et de le défendre. Le PROBLÈME est que certains ne considèrent pas seulement (de façon incroyable) que cette option est la bonne, ils considèrent aussi que c'est la seule, qu'elle doit être appliquée, et qu'il n'est nul besoin de discuter de ces questions de fond... qui sont pourtant fondamentales.

Pire : pour imposer ce point de vue, que je ne partage absolument pas et que je conteste chaque fois que nécessaire, **une procédure de licenciement a été lancée contre moi**, tentant de cacher cette tentative d'épuration politique derrière de pseudos problèmes relationnels. Il est vrai que les discussions ont été vives, en particulier dans l'affaire de l'ultimatum climatique, mais elles sont à 100% politiques, et les tenants de l'ultimatum ont autant "ferraillé" que les autres.

## Le piège de l'arrimage aux "grandes associations"

L'option de l'arrimage aux "grandes associations" est non seulement illusoire mais même contre-productive. D'abord parce que ces organisations sont déjà concurrentes entre elles (pour l'accès aux médias, aux honneurs, à l'Elysée, parfois aux subventions), et il est illusoire de croire que, en étant "bien gentils", pas trop incisifs, et au besoin pas vraiment antinucléaires (par exemple en signant l'ultimatum climatique), nous serons "récompensés" par ces organisations. Et de quelle façon d'ailleurs ? A-t-on jamais vu dans les manifestations antinucléaires des "légions" de militants mobilisés expressément par FNE, WWF ou la fondation Hulot ? Et qui peut croire que ces orgas vont se serrer un peu pour laisser une place au Réseau dans les délégations reçues à l'Elysée ? Et quand bien même ce serait le cas, il est temps de prendre acte de ce que ce genre de délégation d'écologiste "officiels" ne fait jamais que tromper le mouvement écologiste (cf les analyses de Vadrot, Nicolino, Ariès, etc)

## Le cas de Greenpeace

Il ne s'agit pas ici de prétendre que Greenpeace n'est plus antinucléaire. Bien que fortement recentrée sur la question climatique, Greenpeace organise de temps à autre des actions spectaculaires (investir une centrale, stopper un train de déchets, etc) qui maintiennent l'option antinucléaire. Dont acte. Le problème est que ces dernières années, c'est **dans les moments vraiment importants** que Greenpeace a "oublié" le nucléaire : lors du Grenelle, et en lançant (avec WWF) l'appel Ultimatum climatique. Il est bien joli d'être antinucléaire en général, mais à quoi bon si c'est pour "oublier" de l'être quand ça compte vraiment ?

Notons par ailleurs que Greenpeace fait preuve d'une véritable hostilité à l'encontre du Réseau, par exemple en critiquant notre action (pourtant remarquable) concernant les laboratoires des centrales nucléaires EDF, ou en organisant une action médiatique sur le climat (des militants nus photographiés dans les vignes) le jour même de notre manifestation à Colmar pour la fermeture de Fessenheim, alors que la date de cette manif était connue depuis des mois.

## Le cas du RAC

Le Réseau "Sortir du nucléaire" est membre du RAC (Réseau Action Climat) qui regroupe plusieurs organisations nationales. Le RAC est officiellement antinucléaire, mais il a souvent tendance à "oublier" de le dire.

Pendant Copenhague, le RAC a produit un communiqué ouvertement sarkozyste commençant ainsi : *"Lors de son allocution en plénière devant une centaine de chefs d'états, le président Nicolas Sarkozy s'est posé en rassembleur. Rompant avec la monotonie ambiante, il a exhorté ses homologues à se mettre au travail pour éviter l'échec. Les ONG s'accordent avec quelques grands principes annoncés par le Président : il faut un engagement ferme sur les financements à long terme pour soutenir les pays en développement. Et pour ce faire, la création de mécanismes innovants est indispensable. Par ailleurs, le RAC-France salue la volonté affichée par Nicolas Sarkozy ..."*

Ce communiqué sidérant a été contresigné par WWF et Greenpeace. Le Réseau "Sortir du nucléaire" peut éventuellement rester adhérent du RAC, mais seulement à condition d'une importante clarification des positionnements et des procédures de communication.

## Quels rapports aux "grandes associations"

Malgré les constats exposés ci-dessus, je ne propose pas que nous nous "attaquions" délibérément à ces associations (sans renoncer néanmoins systématiquement à le faire : cela peut parfois se justifier). Mais il faut absolument remettre en cause tout arrimage automatique à ces organisations. On peut très bien continuer à leur proposer de participer à nos campagnes comme "Don't nuke the climate" (campagne qu'elles ont toutes co-signé : il aurait assurément été difficile devant leur base de justifier un refus ; et puis, finalement, ça ne "mange pas de pain" d'apposer son logo sur notre campagne : comme expliqué ci-dessus, ça n'empêche pas d' "oublier" le nucléaire dans les moments importants)

Par contre, nous ne devons plus signer des textes comme ultimatum climatique, ou participer à d'autres initiatives qui sont profondément ambiguës voire contraire à notre engagement.

Ce n'est pas en nous édulcorant que nous élargirons notre audience, ni en nourrissant un complexe d'infériorité vis-à-vis d'associations dites "grandes" (en quoi le sont-elles plus que nous ?) et en nous autocensurant.

## Porter haut et fort le flambeau antinucléaire

Au contraire, il faut porter haut et fort le flambeau antinucléaire. Oui, il faut protester de toutes nos forces lorsque le nucléaire est exclu du Grenelle ou "oublié" dans l'ultimatum climatique. Oui, nous avons eu raison d'interpeller Europe écologie lorsque ses députés européens (sauf José Bové) ont voté un texte sur le climat reconnaissant la contribution du nucléaire (d'ailleurs, notre réaction, légitime, a fait du bruit et plusieurs eurodéputés sont revenus sur leur vote !)

Oui, nous devons être les plus incisifs sur la question du nucléaire, nous devons aiguillonner les autres associations, il faut arriver à ce qu'elles arrêtent d' "oublier" le nucléaire et qu'elles se disent "Attention, si on fait ça le Réseau va nous critiquer". Oui, nous sommes le Réseau SORTIR DU NUCLEAIRE, nous ne sommes pas une asso généraliste comme FNE ou WWF ou Greenpeace, qui s'occupent aussi de la biodiversité, des baleines, des forêts, des ours, etc. Et puis, pourquoi chercher à devenir FNE puisque FNE existe déjà ?!!

## Nouer des alliances fructueuses

Dans la préparation de Copenhague, bien qu'ayant signé cette plateforme et malgré le suivi d'un administrateur qui a fait de son mieux, le Réseau "Sortir du nucléaire" est passé à côté de la seule mobilisation qu'il aurait dû investir de toutes ses forces : "Urgence climatique, Justice sociale" (UCJS). Cette plateforme a regroupé de nombreuses organisations militantes et, souvent, antinucléaires, comme la Confédération paysanne ou ATTAC (qui a récemment pris officiellement position pour la sortie du nucléaire). Là sont nos partenaires naturels, bien plus qu'auprès des "écologistes" héliportés ou mis en scène par l'Élysée. C'est une évidence, mais encore faut-il qu'elle soit affirmée et reconnue.